

Maître d'ouvrage

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

16, rue Antoine Zattara – CS 70248

13331 MARSEILLE CEDEX 3

tél : 04 86 94 68 00 - fax : 04 91 28 42 21

dir.med@developpement-durable.gouv.fr

Travaux entretien spécialisé et réparation des ouvrages d'art des départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes du réseau routier de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée.

CCAP - Annexe 2

CADRE DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES

Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

16, rue Antoine Zattara – CS 70248

13331 MARSEILLE CEDEX 3

tél : 04 86 94 68 00 - fax : 04 91 28 42 21

dir.med@developpement-durable.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



- Le plan de prévention ne concerne pas les opérations de livraison des fournisseurs (il convient d'utiliser le formulaire **Protocole de Sécurité**)
- Pour des travaux de soudage ou de découpage à l'arc ou à l'oxy-acétylénique, le présent plan de prévention doit être complété par un **Permis de Feu**
- Pour des travaux nécessitant une consignation d'une machine, d'un circuit électrique, d'une vanne, il convient de suivre la **procédure de Consignation/Déconsignation**
- Le présent plan est tenu à la disposition des organismes (Inspection du travail, CRAM, OPPBTP),
- Le plan de prévention est mis à jour sur l'initiative de l'une des parties lorsque de nouveaux risques dangereux apparaissent en cours d'opération
- Le plan renseigné est diffusé aux représentants de la direction interdépartementale des route Méditerranée (District de XXXXX- SG/STPRP) et aux représentants des entreprises extérieures qui veillent à sa mise en œuvre effective sur le chantier

I - PARTIE A RENSEIGNER PAR LE CHEF DE CEI ou CA

Entreprise utilisatrice :	DIR Méditerranée 16, rue Antoine Zattara – CS 70248 13331 MARSEILLE cedex 3 Tél 04 86 94 68 00	District des Alpes du Sud Tél 04-xx-xx-xx-xx Fax 04-xx-xx-xx-xx
<u>CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION</u>		
Maître d'œuvre : Délégué du maître d'œuvre chargé de la surveillance des travaux :		
Centre d'entretien et d'intervention ou centre autoroutier concerné par les travaux :	CEI/CA de Tél .. Fax ..	
Lieu de l'opération :		
Nature de l'opération ou de la commande :		
Période prévisible des travaux : date de début: .../.../... - date de fin estimée : .../.../...		

II - PARTIE A RENSEIGNER PAR L'ENTREPRISE CHARGÉE DES TRAVAUX

Entreprise extérieure :	
Raison sociale :	
Nom du responsable de l'entreprise :	
Adresse :	
Téléphone :	Télécopie :
Nom du responsable sur le chantier :	
Période exacte d'ouverture des travaux :	
Horaire de travail :	
Nombre prévisible de salariés de l'entreprise y compris les sous-traitants :	
COORDONNÉES DES SOUS-TRAITANTS ÉVENTUELS ET DE LEUR RESPONSABLE	NATURE DES TRAVAUX RÉALISÉS ET EFFECTIFS PRÉVISIBLES
COORDONNÉES DU MÉDECIN DU TRAVAIL OU DU SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL	
Adresse :	Téléphone :
LISTE DES POSTES PARTICULIERS RELEVANT D'UNE SURVEILLANCE MÉDICALE SPÉCIALE	

Définition par les entreprises des phases d'activité, des installations et matériels dangereux, et des moyens de prévention spécifiques correspondants		
Désignation de l'entreprise – :		
PHASE DE TRAVAIL ET DOMAINE DES RISQUES*	NATURE DES RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION ADOPTÉES PAR L'ENTREPRISE

* toutes les phases de travail doivent être détaillées, de la mise en place de la signalisation de chantier à son retrait.

III - AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENTREPRISE EXTÉRIEURE

- Les outils, engins de chantier, appareil de levage et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur sur les machines et EPI, et font l'objet des examens, entretien et vérifications périodiques réglementaires (arrêtés des 09 juin et 05 mars 1993).
- Les entreprises ont pris connaissance du cahier des règles générales de sécurité pour les travaux d'entretien et de maintenance à réaliser sur le réseau de la DIR Méditerranée.
- Tous les salariés des entreprises ont reçu les consignes de sécurité et la formation appropriée à leur poste de travail.
- L'entreprise utilisatrice communique à son CLHS, qui a la possibilité d'assister aux inspections préalables, toutes les informations utiles à l'exercice de sa mission dans le cadre de cette opération soumise au décret du 20.02.1992 (Section IV)

IV - DISPOSITIONS COMMUNES A LA DIR MÉDITERRANÉE ET AUX ENTREPRISES EXTÉRIEURES

Remarque : La direction interdépartementale des routes Méditerranée ne dispose pas de locaux sociaux (sanitaires, vestiaires, réfectoire...) à mettre à la disposition des entreprises sur les chantiers extérieurs de voirie, il appartient aux entreprises extérieures de mettre en place un dispositif équivalent pour leurs salariés.

Au cours de l'inspection ou de la réunion commune, l'entreprise extérieure et la DIRMED ont procédé à des échanges d'instructions, de documents ou d'informations joints au plan de prévention concernant notamment :

← Les consignes particulières à respecter sur le lieu de l'opération notamment le schéma de signalisation de chantier et les procédures associées	Oui ♦	Non ♦
← L'organisation des premiers secours interne et externe : présence des salariés sauveteurs secouristes, pharmacie de chantier, proximité d'un médecin ou d'un infirmier, service d'incendie et de secours (<i>faire le 18</i>), le SAMU (<i>faire le 15</i>) d'un téléphone mobile, d'une cabine téléphonique....	Oui ♦	Non ♦
← Les mesure de coordination à mettre en œuvre et les instructions liées aux interférences entre les entreprises ou l'environnement extérieur	Oui ♦	Non ♦

Conditions de mise en œuvre de la coordination générale du chantier :

Inspection préalable commune des lieux réalisée le :/..../....

Compte rendu annexé, les sujétions découlant d'autres réunions ou inspections peuvent être annexées au présent plan

Date et visa du représentant de la DIR Méditerranée

Date et visa du représentant de l'entreprise extérieure

Le/..../....

Le/..../....

Pour le chef de District des Alpes du Sud
Le chef du CEI/CA